

"STRATEGIE PIONNIERE"

ET

"STRATEGIE D'INTENSIFICATION"

S'OPPOSENT

Le cas de la Forêt des TOS (BOUAFLE)

Cette note a pour objet de livrer quelques réflexions générales sur "l'économie de plantation" en Côte d'Ivoire et ensuite de montrer les problèmes fonciers qui se posent sur un terrain particulier, la Forêt des TOS près de BOUAFLE, caractérisé par une densité de population agricole assez élevée, d'où une forte pression foncière.

I.- QUELQUES CONSIDERATIONS GENERALES SUR L'ECONOMIE DE PLANTATION

Nous prenons ici une approche du problème aussi opérationnelle que possible, c'est à dire que nous nous posons d'abord la question de savoir dans quelle mesure "l'économie de plantation" telle qu'elle est pratiquée en Côte d'Ivoire permet ou non de satisfaire les objectifs du Plan 1976-80 que nous rappelons ici brièvement:

- 1°) accroissement très important de la production de cacao (480.000 tonnes en 1985).
- 2°) diversification des productions exportables.
- 3°) autosuffisance alimentaire
- 4°) intensification et stabilisation des cultures ; afin de limiter la destruction de la forêt.
- 5°) accroissement de la productivité du travail et des revenus agricoles.
- 6°) ivoirisation et limitation du recours à la main d'oeuvre salariée.
- 7°) création d'exploitations agricoles modernes familiales "moyennes".
etc...

Ces objectifs sont ambitieux et ne sont peut-être pas tous compatibles. En effet il semble y avoir une contradiction majeure entre deux stratégies.

La première que l'on peut appeler "STRATEGIE PIONNIERE" est caractérisée par l'objectif premier de conquête d'une espace non encore utilisé. Elle se pratique surtout au moyen de plantation de café et de cacao. Elle est évidemment plus développée dans les régions encore peu densément peuplées (centre-ouest et sud-ouest notamment).

Elle est certainement très favorable à l'extension des surfaces en cacao et sans doute à l'autosuffisance alimentaire, puisque l'on sait que la plantation de cacao est faite en association avec des cultures vivrières (Bananes plantains en particulier) pendant les premières années.

Cette stratégie s'accompagne d'une productivité du travail (donc de revenus) assez élevée, mais elle n'est pas particulièrement favorable à "l'ivoirisation et à la limitation du recours à la main d'oeuvre salariée", ni à la création "d'exploitations agricoles familiales moyennes", car il est bien connu que l'accès à la terre et à la main d'oeuvre est très inégal. La productivité de la terre reste faible, ainsi que la diversification des productions. Enfin, cette stratégie est malheureusement dévastatrice du capital forestier encore disponible, entraînant la diminution de la production de bois et une dégradation de l'environnement. Cette stratégie est sans doute actuellement la plus avantageuse pour les planteurs, car elle leur permet d'occuper le maximum de terrain. La plantation est en effet le moyen privilégié d'appropriation du sol.

A l'opposé, nous trouvons ce qu'on peut appeler la "STRATEGIE D'INTENSIFICATION". Elle relève du souci louable que manifestent la plupart des responsables du développement agricole "d'appliquer" les résultats de la recherche agronomique, qui permettent effectivement d'obtenir des rendements accrus à l'hectare et donc une meilleure productivité de la terre. Malheureusement, il ne semble pas encore prouvé que cet accroissement de productivité à l'hectare s'accompagne d'un accroissement de la productivité par actif (ou par journée de travail) et donc d'un accroissement de revenus par actif.

Même si c'était le cas, les planteurs peuvent préférer un revenu plus faible, mais leur assurant une occupation maximale du terrain, à un revenu plus élevé sur une surface plus faible.

En effet dans le premier cas ils sont gagnants à long terme pour eux mêmes ou leurs successeurs. A cet égard, il serait intéressant de savoir dans quelle mesure les nouvelles plantations de cacao, mises en place sous l'égide de la SATMACI correspondent réellement à une intensification, ce qui est l'objectif avoué, ou bien simplement une forme, à peine améliorée mais plus avantageuses (primes), d'extension des plantations et d'accès à la terre.

La stratégie d'intensification est sans doute favorable à la stabilisation des cultures et à la préservation du capital forestier. Elle l'est aussi vis à vis de la diversification des productions. Mais la relation joue plutôt en sens inverse : la diversification des cultures se traduit par une intensification. On le voit dans le sud-est où fréquemment des plantations villageoises de palmier ou d'hévéa se sont substituées à de vieilles plantations, extensives, de café et de cacao. Mais ce n'est pas un hasard si la diversification des cultures s'est fait dans des zones où la pression foncière était relativement forte. Il n'est pas évident que l'intensification se traduise par un accroissement de la productivité du travail, certains techniques "intensives" étant plus exigeantes en travail. Le cas de l'hévéa est net : la production à l'hectare est élevée, mais les techniques de saignée sont exigeantes en main d'oeuvre, et il semble que ces travaux seraient plutôt faits par des salariés, ce qui ne satisfait pas le 6ème objectif mentionné ci-dessus. On pourrait penser que la stratégie d'intensification serait favorable à la création "d'exploitations agricoles modernes familiales moyennes". En effet ce modèle existe en Europe : le type en est l'exploitation laitière familiale intensive (production élevée et surface faible). Mais le moins que l'on puisse dire est que ce modèle est encore une "vue de l'esprit". En effet les exploitations qui "intensifient" le font encore essentiellement par extension, ou substitution de vieilles plantations devenues improductives. La raison en est que la terre n'est pas encore un facteur rare et que la "saturation foncière" est toute relative. D'autre part, comme on le verra plus loin, la création d'exploitations familiales "intensifiées et stabilisées" par l'A.V.B. en Forêt des TOS s'est traduit par un échec au moins provisoire, en raison de l'opposition radicale entre cette stratégie et celle des planteurs, qui reste, pour l'essentiel, une "stratégie pionnière".

Ainsi, d'une manière générale, l'évolution historique des systèmes de production pourrait évoluer selon trois phases.

1.- Une phase pionnière de conquête de l'espace à base de culture de café et cacao, déjà ancienne dans l'est et qui se déplace progressivement vers le centre-ouest et le sud-ouest.

.../.

2.- Une phase de diversification, traduite par les cultures de Palmier, Cocotier, Hévéa, etc... correspondant déjà à une certaine intensification. Cette diversification peut s'effectuer aussi au moyen de cultures vivrières pour la commercialisation. Mais cette diversification pourrait être battue en brèche par l'intensification des cultures de café et de cacao elles-mêmes.

3.- Une phase finale de simplification et de spécialisation

C'est un phénomène général que l'adoption du progrès technique finit par conduire à une simplification car il devient de plus en plus difficile de maîtriser des techniques avancées sur un grand nombre de productions. Cependant celle-ci s'accompagne souvent de risques techniques, économiques et financiers plus importants. C'est déjà le cas dans la région sud-est où nous voyons apparaître des exploitations paysannes spécialisées : petits planteurs d'ananas et de bananes, maraîchers, éleveurs, etc...

Après ces considérations assez générales, j'aborderai les problèmes concrets qui se posent dans la forêt des Tos, près de Bouaflé. Ce cas illustrera d'une part les stratégies foncières de différents agents et d'autre part l'échec, au moins provisoire, d'une stratégie d'intensification et de stabilisation.

II.- UN CAS CONCRET : LA FORET DES TOS (BOUAFLE)

A) Stratégies foncières des différents agents économiques



En 1937, la forêt des Tos a été classée et représentait 16.200 hectares. Par décret du 28/2/1970, cette forêt était déclassée (à l'exception de 370 ha mis à la disposition de la SODEFOR : forêt de teck) au profit des paysans déguerpris de KOSSOU sous la responsabilité de l'A.V.B.

En fait la superficie théorique disponible pour la réinstallation est plus importante - environ 20.000 hectares - car la définition géographique n'est pas exactement la même.

D'après un recensement démographique de 1974, la population réinstallée s'élevait à environ 11.000 personnes, soit une densité de 55 habitants/km². Cette région est entourée de zones à densité nettement plus faible (15 à 30 hab./km²), sauf au nord-est (Garango) où elle est vraisemblablement plus élevée (voir carte).

CARTE DE REINSTALLATION DES VILLAGES DEPLACES

LEGENDE

- LIMITES TERROIRS DISPONIBLES POUR LA REINSTALLATION
-  VILLAGES
-  BLOCS CULTURAUX
- LIMITES TERROIRS VILLAGES A V D
- PISTES
- - - LIMITES FORET CLASSEE ET ZONE RURALE

ECHELLE 1/150.000

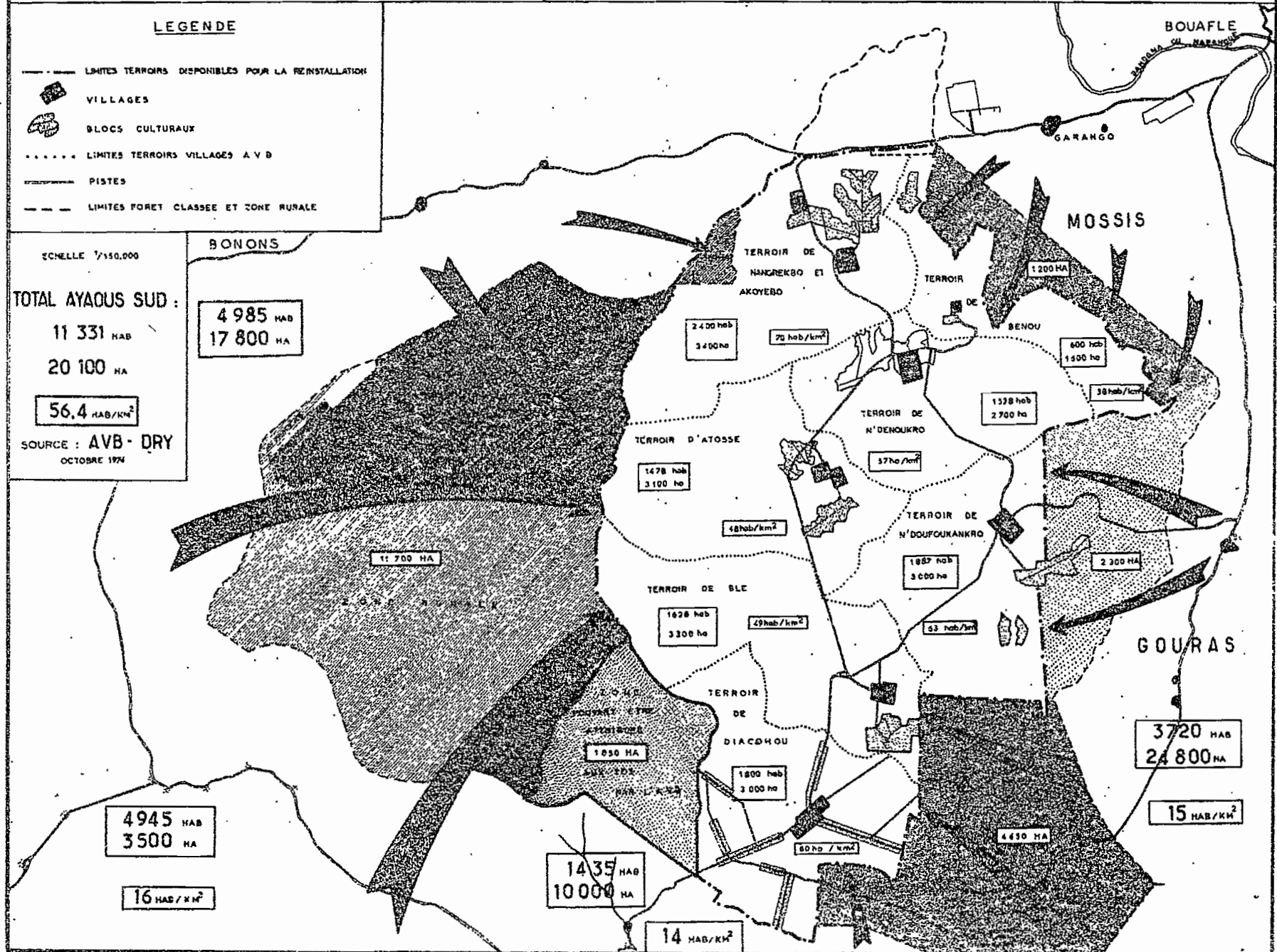
TOTAL AYAOUS SUD :

11 331 HAB

20 100 HA

56.4 HAB/KM²

SOURCE : AVB - DRY
OCTOBRE 1974



Paradoxalement, ainsi que le montre la carte, ce territoire est "grignoté" par des agents extérieurs à la région.

- Au nord-est, au voisinage du village de GARANGO, des Mossis, souvent installés de longue date, ont continué à pénétrer sur le territoire des Tos. Mais pour eux, nous savons que l'A.V.B. a obtenu de les faire déguerpir. Cependant les plantations relativement anciennes subsistent.

- A l'est nous trouvons une zone de 2.500 ha déclassée en 1957 au profit du village GOURO de BLANFLA, mais dont une partie (Bloc café de N'DOUFFOU KANKRO) a été récupéré par l'A.V.B. au profit des paysans des TOS.

Au Sud Est, certaines notabilités ont installé des plantations importantes dans une partie de la forêt des TOS, pourtant déclassée en faveur de l'A.V.B. . Récemment encore, un conflit sur la délimitation du terrain a opposé l'A.V.B. à l'une ou l'autre des notabilités.

Sur la face ouest, il n'y aurait pas de "grignotage". L'A.V.B. dispose même d'un terrain agricole de 11.700 ha, sur lequel il serait théoriquement possible que les paysans des TOS installent leurs plantations mais en fait, cette zone est déjà partiellement occupée.

Les 20.000 hectares sont donc ce qui reste après "grignotage" des agents extérieurs, mais il est difficile de savoir si une partie de cette surface est elle même soustraite aux paysans des TOS. On peut admettre que celle-ci est assez négligeable.

A l'intérieur même de la forêt des Tos, c'est l'A.V.B. qui attribue aux planteurs réinstallés le terrain pour les plantations de café et de cacao : en principe 0,70 à 1 hectare de caféiers de "restitution" (en compensation des plantations sinistrées dans l'ancien village) et 1 hectare de cacaoyers "d'extension" par actif masculin de plus de 15 ans. Dans certains cas (par exemple si une plantation n'a pas réussi en raison d'un mauvais terrain), 1 hectare supplémentaire est fourni en remplacement.

.../.

Fin 1976, il y avait 2542 hectares (1) de plantations recensées, dont :

- 1545 ha de café (essentiellement au titre de "restitution").
- 996 ha de cacao (dont 847 au titre de programmes "d'extension" de la SATMACI).

Ces chiffres sont en fait un peu théoriques : en effet certaines plantations disparaissent du fait de mauvaises conditions de sols, climatiques ou autres (incendie, mauvais entretien, etc...). Inversement quelques plantations "sauvages" sont créées, les planteurs arrivant à se procurer des plants sélectionnés ou non (cabosses issues d'hybrides) par différents moyens.

L'A.V.B. laisse les planteurs relativement libres de choisir leur terrain pour faire leurs cultures vivrières, au moins dans les savanes et les bas-fonds (riz) car en principe les forêts sont réservées. Mais actuellement l'A.V.B. s'efforce de "stabiliser" la culture vivrière. Pour cela elle commence par lotir des terrains encore disponibles, en forêt ou savane, puis elle attribue chaque lot (de 2,5 ha) à chaque actif masculin de plus de 15 ans. Chaque lot serait divisé en 5 soles de 0,5 ha sur lesquelles serait pratiquée une culture continue avec une rotation culturale définie :

1ère année : Ignames

2ème année : Maïs - arachides

3ème année : Riz (+ styloxanthès semé en août)

4è et 5è année : styloxanthès (valorisé par petits ruminants).

Mais pour l'instant ce projet rencontre des retards et des obstacles importants. En 1978, les lotissements avaient été effectués sur 3 villages, N'DOUFFOU-KANKRO, (780 ha), ATOSSE (1.090 ha) et NANGREKRO (272 ha). Dans le premier village, la distribution des lots n'a pas posé trop de problèmes car la plupart des terrains étaient sous forêt ; il s'agit plutôt d'empêcher les villageois de faire des plantations de café-cacao dans les parcelles destinées au vivrier stabilisé. La mise en culture de vivriers stabilisés a démarré timidement en 1977, (14 planteurs) et se développe en 1978 (120 planteurs).

(1) Source : A.V.B.

A ATOSSE 120 planteurs ont débuté en 1978. A NANGREKRO, la distribution des lots est bloquée, car étant donné qu'il y a des terrains de savane et de forêts de fertilité inégale, certains paysans s'estiment lésés. Sur le village de BLE, le lotissement doit être recommencé parce qu'ils incluaient des terrains de bas-fonds.

Donc pour l'instant, la plupart des cultures vivrières se font encore de façon traditionnelle et itinérante.

La stratégie foncière des planteurs des Tos est simple : il s'agit de disposer du maximum de plantations ; à cet égard les superficies attribuées par l'A.V.B. leur semblent nettement insuffisantes : tel planteur qui avait 7 ha de caféiers (extensifs) dans l'ancien village se retrouve avec seulement 1 hectare de café et 1 hectare de cacao (en principe intensifs). En gros, les planteurs d'âge mûr sont maintenant fixés et se sentent contraints de rester en place, mais manifestent parfois un certain mécontentement. Mais les jeunes planteurs (ou candidats planteurs), n'ont généralement pas accès à la culture du café et ne disposeraient que d'un hectare de cacao et de 2,5 ha de "vivriers stabilisés". Dans ces conditions, nombre de jeunes envisagent la migration dans une autre région où les forêts à défricher sont plus abondantes.

Donc, par rapport à la "stratégie foncière" on constate qu'il existe des positions de force différentes entre notabilités et planteurs allochtones d'une part, entre planteurs d'âge mûr et jeunes ou candidats planteurs d'autre part. De son côté l'A.V.B. s'efforce de jouer un rôle régulateur, mais qui s'oppose souvent aux stratégies des particuliers.

B) Echec (provisoire ?) d'une stratégie d'intensification et de stabilisation

Le but de l'A.V.B. est de créer des exploitations familiales intensives (sur café et cacao) et stabilisant leurs cultures vivrières.

Sur le premier point et sans entrer dans le détail, on constate que la faiblesse des surfaces en café et cacao n'est pas compensée par une augmentation suffisante de la production à l'hectare. Les raisons sont assez variées : conditions climatiques assez mauvaises, surtout en 1977, mauvais état d'entretien et lutte contre les ravageurs insuffisante. Il serait sans doute possible d'obtenir un niveau supérieur, mais avec un encadrement technique plus important.

Sur le deuxième point (stabilisation), il s'agit encore essentiellement d'un projet dans sa phase de démarrage, mais qui semble rencontrer de sérieuses résistances auprès des planteurs : en effet quand on les interroge, ceux-ci préféreraient une extension maximale de leurs cultures pérennes, optique d'ailleurs à "courte vue" dans la mesure où la terre risque de manquer plus tard pour les cultures vivrières. Mais les premières ont plus de "prestige" que les dernières car elles "rapportent l'argent". Les paysans ne semblent pas avoir bien assimilé l'intérêt de la culture vivrière stabilisée : en effet il y a ambiguïté dans l'objectif recherché : ou bien il s'agit de couvrir les besoins d'autoconsommation mais alors les paysans seront peu motivés pour intensifier ; ou bien il s'agit de dégager un surplus monétaire important (condition nécessaire pour payer les "inputs" monétaires liés à l'intensification), mais cela suppose d'une part des débouchés commerciaux à peu près sûrs (ce qui n'est pas encore le cas) et d'autre part une petite révolution mentale car le rôle de surplus monétaire revient pour l'instant aux cultures pérennes.

.../.

CONCLUSIONS

Il semble que l'économie de plantation, au stade jeune, se caractérise par l'objectif dominant de conquête de l'espace. Il s'agit presque d'une course au premier occupant, dans laquelle s'affrontent différents agents selon leurs rapports de force respectifs : Etat et SODE, notabilités, autochtones et allochtones, paysans âgés ou jeunes. Cette stratégie pionnière s'exerce excellemment grâce aux cultures de café et cacao, peu exigeantes en travail par hectare et qui permettent une appropriation du terrain. Mais cette stratégie s'oppose radicalement à la stratégie d'intensification : aussi, tant qu'il y aura quelque part de vastes étendues de forêt à défricher, les stratégies d'intensification et de stabilisation seront freinées. Un remède serait de reclasser un maximum de forêts encore disponibles pendant qu'il en est encore temps à condition de proposer en contreparties aux paysans des systèmes de production plus intensifs, ce qui suppose aussi un encadrement accru.

Cependant, dans des régions de relative "saturation foncière", on voit apparaître des formes d'intensification, essentiellement par le biais de la diversification des cultures.

P. DE LA VAISSIERE

G.E.R.D.A.T.